SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 20 MARS 1894.

Projet de Loi relatif à la formation des listes des électeurs pour les Chambres législatives.

(Voir les nos 3 (errata), 5 (errata), 11, 13, 16, 19, 22, 24, 26, 29, 40, 43, 44, 49, 52, 55, 57, 58, 59, 60, 64, 66, 67, 68, 69, 73, 75, 76, 77, 80, 84, 89 et 90, session de 1893-1894, de la Chambre des Représentants; 17, 18 (1 annexe), 22, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 40, 41, 43, 44, 45, 46, 49, 50, 51 (1 annexe), 52 et 53, même session, du Sénat.)

AMENDEMENTS (1)

proposés au texte adopté par le Sénat au premier vote.

Amendement présenté par M. AUDENT.

Texte adopté par le Sénat
au premier vote.

Texte proposé.

ART. 20.

ART. 20.

(1^{er} et 2^e alinéas, comme au Projet de Loi.)

(Comme ci-contre.)

3^o Ceux qui sont ou ont été destitués de la tutelle pour inconduite, ou exclus de la puissance paternelle.

3^o Ceux qui sont ou ont été destitués de la tutelle pour inconduite, *pour indéfinité*, ou exclus de la puissance paternelle.

JULES AUDENT.

Amendement présenté par M. le Baron SURMONT de VOLSBERGHE.

ART. 69.

ART. 69.

Les listes sont arrêtées provisoirement le 31 août.

(1^{er} alinéa, comme ci-contre.)

Elles sont déposées à l'inspection du public au secrétariat et aux commissariats de police de chaque commune, depuis le 3 septembre jusqu'au 31 janvier.

Elles sont déposées à l'inspection du public au secrétariat *communal* et aux commissariats de police de chaque commune, depuis le 3 septembre jusqu'au 31 janvier.

Deux copies en sont transmises le 8 septembre au commissaire d'arrondissement.

(3^e et dernier alinéa, comme ci-contre.)

B^{on} SURMONT DE VOLSBERGHE.

(1) Les amendements sont imprimés en caractères *italiques*.

(2)

Amendements présentés par MM. STEURS et le Comte GOBLET d'ALVIELLA.

ART. 73^{bis}

Tout individu indûment inscrit, omis, ou rayé ou dont le nombre ou les conditions d'attribution des votes supplémentaires sont inexactement indiqués sur les listes peut adresser sa réclamation au collège échevinal.

ART. 73^{ter}

Tout individu jouissant des droits civils et politiques peut, dans l'arrondissement où il a sa résidence habituelle, exercer, sous les conditions indiquées à l'article précédent, un recours contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs ou contre les attributions ou omissions d'attribution de votes supplémentaires.

ART. 73⁴

Si le tiers réclamant, dans le cas prévu par l'article ?, ou l'intervenant dans le cas prévu par l'article ?, vient à décéder avant qu'il ait été définitivement statué sur l'affaire, tout individu jouissant des mêmes droits peut, en tout état de cause, adhérer au recours ou à l'intervention formés devant la Cour d'appel.

Les actes de procédure accomplis et les décisions rendues restent acquis à l'instance, qui est continuée au nom de l'adhérent.

L'acte d'adhésion doit, à peine de nullité, être déposé dans les dix jours de la date du décès du tiers réclamant ou de l'intervenant.

Si le décès survient avant le 12 novembre, le dépôt a lieu au commissariat de l'arrondissement.

Dans le cas contraire, il est fait au greffe de la Cour d'appel. Le fonctionnaire qui le reçoit en donne récépissé.

L'acte d'adhésion doit être notifié aux parties dans les cinq jours du dépôt.

ART. 73⁵

Tout citoyen jouissant des droits civils et politiques a le droit d'intervenir dans les contestations tendant à l'inscription d'électeurs ou à l'indication de conditions nouvelles d'attribution de votes supplémentaires relatives aux listes de l'arrondissement où il est domicilié.

L'intervention pourra se produire jusqu'au 12 novembre. Elle sera faite au secrétariat communal ou au commissariat d'arrondissement et signifiée à la partie intéressée dans les vingt-quatre heures.

L'intervenant devra joindre à sa déclaration toutes les pièces justificatives dont il désire faire usage.

Le fonctionnaire qui reçoit l'intervention est tenu de l'inscrire à sa date au registre spécial et d'en donner récépissé, ainsi que des pièces produites à l'appui.

(3)

ART. 74bis.

Les réclamations sont affichées dans les trois jours de leur réception au secrétariat communal.

Dès le 3 novembre le rôle récapitulatif de toutes les réclamations est affiché à la maison communale.

Le rôle indique le lieu, le jour et l'heure de la séance à laquelle chaque affaire sera appelée à partir du 15 novembre.

Toutes pièces justificatives devront être déposées à la maison communale et les dossiers complets avant le 12 novembre.

A. STEURS.

Comte GOBLET D'ALVIELLA.

**Amendement présenté par M. le Baron SURMONT de VOLSBERGHE,
Rapporteur.**

ART. 96 bis.

Les recours ou interventions visés par les articles 91 et 96 ne sont recevables que si les auteurs des recours ou interventions prouvent avoir versé à la caisse des consignations une somme de 10 francs par affaire : la somme à verser par le même réclamant est de 3,000 francs au maximum. La somme entière est affectée à garantir le paiement des frais.

Baron SURMONT DE VOLSBERGHE.